

Femmes, le mauvais genre? : Colloque à l'université de Lausanne organisé par le groupe "Regards Critiques" décembre 1990 [sous la resp. de Catherine Fussinger, Monique Pavillon]

Autor(en): **Ostorero, Chantal**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **2 (1995)**

Heft 2

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Dorf, sondern ermöglichten mir, die analytischen Rückschlüsse der Autorin nachzuvollziehen.

Elisabeth Joris (Zürich)

**CATHERINE FUSSINGER &
MONIQUE PAVILLON (SOUS LA
RESPONSABILITÉ DE)
FEMMES, LE MAUVAIS GENRE?
COLLOQUE A L'UNIVERSITE DE
LAUSANNE ORGANISE PAR LE
GROUPE «REGARDS CRITIQUES»
DECEMBRE 1990**

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES (SOUS LA
DIRECTION DU PROF. H. U. JOST), 16,
LAUSANNE 1994, 113 P., FS 12.–

**HANS ULRICH JOST, MONIQUE PA-
VILLON & FRANCOIS VALLOTTON
(SOUS LA RESPONSABILITÉ DE)
LA POLITIQUE DES DROITS
CITOYENNETÉ ET CONSTRUCTION
DES GENRES AUX 19^e ET 20^e
SIÈCLES**

ÉDITIONS KIMÉ, PARIS 1994, 157 P., FS 41.– (FS 22.–
AUPRÈS DE H. U. JOST, UNI. LAUSANNE,
CH-1015 LAUSANNE)

«Pour la Féminité, contre le Féminisme»; «Backlash» ou «la guerre froide contre les femmes»; «l'histoire des femmes»: une «approche marginale et réductrice» au sein de la «grande» histoire... Dans ce contexte d'invisibilisation croissante des acquis des mouvements féministes, ces ouvrages, actes de deux colloques qui se tinrent à l'Université de Lausanne, témoignent au contraire de la vigueur du champ des recherches sur les rapports sociaux de sexes et de son intérêt pour mettre en lumière les logiques sociales et les rapports de forces que l'analyse traditionnelle tend à occulter ou à déplacer.

Désireux de penser les genres masculin-féminin en tenant compte aussi bien

de l'égalité que de la différence – mais sans toutefois tomber dans un discours légitimant les discriminations sociales –, le colloque «Femmes, le mauvais genre?» a examiné les divers courants de pensée traversant la réflexion sur l'oppression des femmes afin d'en mieux comprendre les enjeux.

Pour l'anthropologue Nicole-Claude Mathieu, il est nécessaire d'analyser les mécanismes qui constituent les modes de contrôle masculin sur le travail, la sexualité et la conscience des femmes. Dans cette perspective, elle relève que les deux pivots de la construction de la différenciation sociale entre les hommes et les femmes, et par là même de l'inégalité, sont le travail et la reproduction, cette dernière étant également socialement manipulée. Aussi importe-t-il d'appliquer à la reproduction «l'analyse marxienne du travail» (p. 19), puisque cette reproduction est un travail, socialement organisé comme tout travail. De même, elle conteste la notion de «division sexuelle du travail» dans la mesure où «rien ne permet de lier au sexe lui-même la différenciation des tâches, qui est observée dans toutes les sociétés mais avec des modalités différentes» (p. 20).

Cette question de la répartition des tâches et plus largement des discriminations qui perdurent en matière d'égalité professionnelle, Margaret Maruani et Marie-Thérèse Sautebin l'abordent en mettant en évidence les processus de différenciation entre les sexes en fonction du type d'emploi, du temps de travail, ou encore du salaire. Le temps a un sexe, nous apprend Marie-Thérèse Sautebin au travers de sa comparaison du nombre d'heures accordées par les femmes et les hommes au temps professionnel, au temps de famille et d'entretien, et au temps d'activité sociale. Une conclusion s'impose: il faut repenser avec les hommes les structures sociales et l'organisation du travail.

Les contributions de Stéphanie Coontz et de Chafia Djemame témoignent de la nécessité et de la fécondité d'une approche comparative et interdisciplinaire des rapports de genres. Alors que la première déconstruit le modèle de la famille traditionnelle américaine des années 1950 – actuellement proposé comme solution à la crise de la famille –, la seconde dénonce l'extrême précarité de la situation des femmes en Algérie, encore renforcée par la résurgence de l'intégrisme religieux.

Enfin, la philosophe Lidia Cirillo se penche sur la tendance actuelle de certaines féministes qui, dans le sillage de la psychanalyste Luce Irigaray, se réclament de la «pensée de la différence». S'appuyant sur la valorisation de qualités considérées comme spécifiquement féminines, ce féminisme différentialiste représente un piège dangereux dans la mesure où il tend à légitimer des exclusions.

Privilégiant des approches plus spécifiquement historiques, juridiques et littéraires, le colloque sur «La Politique des Droits. Citoyenneté et construction des genres aux 19e et 20e siècles» s'est proposé d'interroger «les fondements mêmes de la société bourgeoise qui, bien que reposant sur l'universalité du droit naturel, refuse l'application de celui-ci à la majeure partie de la population» (p. 9). En introduisant cette exclusion des femmes comme pivot de leurs réflexions, ce sont les failles de cette société bourgeoise et les contradictions fondamentales propres au libéralisme et à la démocratie que les différentes contributions parviennent à mettre en évidence. C'est dire combien l'analyse des rapports de genres est indispensable à une compréhension globale des logiques sociales et des rapports de pouvoir.

Posant les contradictions des féministes françaises (1789–1945) comme le

démocratique libérale, Joan W. Scott souligne, entre autres, le paradoxe de la notion d'individualisme abstrait. En effet, si ce concept permet de dépasser les indicateurs physiques et sociaux discriminatoires, et ce faisant de construire la notion d'universalité, le caractère unificateur de cette figure considérée comme universelle peut aussi fonctionner pour exclure ceux qui ne sont pas conformes aux critères requis, telles les femmes, les Juifs ou les Noirs. Ce sont ces paradoxes de la vie politique et pratique que le féminisme ne cesse de dénoncer. Ainsi, l'histoire du féminisme apparaît comme «en même temps sa propre histoire et l'histoire critique de l'idéologie émergente de la modernité» (p. 24). Poursuivant la réflexion dans le même sens, Michèle Riot-Sarcey plaide dès lors pour une démarche qui, en histoire politique, rendrait compte de «l'historicité du genre citoyen».

Adoptant le même cadre épistémologique, Anna Rossi-Doria analyse l'évolution de la pensée suffragiste parallèlement à l'histoire de la pensée politique et des institutions, mettant ainsi notamment en évidence la tension entre égalité et différence, soit le rapport difficile existant entre une égalité des droits fondée sur l'universalisme démocratique – l'individu abstrait – et la différence de genres qui repose sur l'individu concret. Cette caractéristique de la pensée féministe à vouloir sauvegarder la différence en même temps qu'elle demandait l'égalité, Eliane Gubin pour la Belgique, Anne Summers pour l'Angleterre et Andrée Lévesque pour le Québec l'illustrent tout en tenant compte des spécificités nationales et religieuses.

Enfin, les contributions de Régine Beauthier, Patricia Schulz et Hans Ulrich Jost analysent les différents mécanismes de l'exclusion des femmes sur le plan juridique au travers d'exemples belges et suisses. Quant à l'écrivaine Thérèse Moreau, c'est à la métaphore de «mon-



naie vivante» qu'elle recourt pour caractériser la circulation des femmes et de l'argent dans l'œuvre d'Emile Zola.

Extrêmement stimulante de par la variété des thématiques abordées, la diversité des grilles d'analyse et la richesse de la démarche comparative, la lecture de ces deux ouvrages témoigne de la pertinence de la critique féministe à fournir des clés d'interprétation pour comprendre la crise actuelle de la démocratie.

Chantal Ostorero (Lausanne)

JEAN BATOU & ALFREDO MORABIA (EDS)

SANTÉ, MODES DE VIE ET CAUSES DE DÉCÈS À GENÈVE AU 20^E SIÈCLE

PASSÉ PRÉSENT, GENÈVE 1994, 134 P., FS 28.–

L'objectif des différentes contributions rassemblées dans cet ouvrage vise à mettre en lumière les principales causes de décès précoces de la population genevoise depuis la fin du XIX^e siècle, dans le but de permettre aux responsables d'élaborer une politique de prévention, sociale et médicale, mieux cernée et plus efficace.

Dans leur article intitulé «Les principales causes de mortalité et observation épidémiologique à Genève, 1901–2000», Alfredo Morabia et Naïra Khatchatrian, de l'unité d'épidémiologie clinique de l'Hôpital Cantonal Universitaire de Genève, retracent les épidémies endurées par les Genevois, soit sous forme de maladies infectieuses, comme la tuberculose ou le sida, soit sous forme de maladies chroniques, infectieuses ou non, comme les maladies cardio-vasculaires ou les cancers. Le premier constat se révèle encourageant, dans la mesure où, de manière générale, le taux de mortalité a fortement diminué au cours du siècle, notamment grâce aux progrès réalisés

dans le domaine de la mortalité infantile. Par ailleurs, la tuberculose (maladie la plus meurtrière) a pratiquement disparu, et les maladies cardio-vasculaires (plus difficiles à cerner en raison du changement de leur définition au cours du siècle) ont diminué. En revanche, les cancers du sein et du poumon sont en augmentation, le dernier étant bien entendu en rapport avec l'accroissement du nombre des fumeurs. A ce propos, on apprend aussi que la Suisse appartient au groupe de tête des pays de consommateurs de cigarettes. Les dernières années révèlent une diminution du nombre de cancers du poumon chez les hommes, à mettre en relation avec le fait qu'ils sont plus nombreux à arrêter de fumer, tandis que la proportion de tabagiques chez les femmes reste stable. Les décès dus aux accidents de circulation sont également étudiés ici, et leur courbe montre d'abord une augmentation, suivie d'une diminution de leur nombre en raison de l'accent mis sur la prévention. Le sida, quant à lui, est devenu lors des dernières années l'une des principales causes de décès des jeunes entre 20 et 30 ans.

Alain Schweri, journaliste, licencié en histoire économique et sociale, traite du suicide, en adoptant une approche qui se fonde d'abord sur la longue durée, puis sur le moyen terme, et enfin sur l'évolution conjoncturelle. Il insiste avec sensibilité et prudence sur le paradoxe qui existe entre la structure psychologique d'un individu, et les raisons sociales qui peuvent pousser cet individu à se donner la mort. L'auteur met très bien en relief la difficulté posée par ce paradoxe, sachant qu'un historien peut fournir des explications de nature sociale, mais que les raisons intimes lui échappent obligatoirement. Sur le long terme, la tendance au suicide diminue chez les hommes, tandis que les femmes recourent plus au suicide, et notamment les adolescentes, pour